

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 12 juillet 2018, COMITE DE L'OUTRE-MER ET
COMITE DES ETATS ETRANGERS DE L'AFD DU 11 juillet 2018**

APPROBATION DE 29 NOUVEAUX PROJETS

29 projets ont été approuvés par le Conseil d'administration du 12 juillet 2018 ainsi que par le Comité de l'Outre-Mer et le Comité des Etats Etrangers de l'AFD du 11 juillet 2018 pour un montant total de 745 millions d'euros. Parmi ceux-ci, quatre vont financer des projets dans le domaine de l'énergie, quatre dans le domaine de la sécurité alimentaire, trois dans ceux de la santé, des transports et de l'eau potable et l'assainissement. Les autres se répartissent entre l'environnement et les ressources naturelles, le soutien aux collectivités locales et à la décentralisation ou encore l'appui au secteur productif.

Le Conseil d'administration du 12 juillet a par ailleurs pris connaissance des messages et recommandations du Document d'analyse Stratégique, du rapport FinDév sur le financement du développement, du bilan « Analyse et avis développement durable », ainsi que de l'évaluation du programme SUNREF au Kenya.

1.

PROJET : Financement du métro de la ville de Pune

Pays : Inde

Secteur : Infrastructure et développement urbain

Montant du financement : prêt de 180 millions d'euros

Ce projet de métro a pour objectif principal d'appuyer le développement urbain durable de la région métropolitaine de Pune en proposant un service de transport de qualité (confort, vitesse, sécurité) à un prix compétitif.

Le projet prévoit la construction et la mise en service progressive des lignes et une exploitation commerciale par phase, à partir de 2020-21, avec une fréquentation attendue de 600.000 passagers par jour à l'horizon 2030. Le projet présente des activités « genre » spécifiques pour améliorer l'accès des femmes aux transports publics et à l'emploi. Le Conseil a souligné le traitement novateur de la cession des droits à construire à proximité des infrastructures afin d'en financer partiellement le coût ainsi que l'amélioration attendue de la qualité de l'air dans un environnement très pollué.

2.

PROJET : Complément de financement du projet de développement et d'amélioration de l'efficacité énergétique du réseau électrique de DPDC, la compagnie de distribution d'électricité du sud de Dhaka.

Pays : Bangladesh

Secteur : Infrastructure et développement urbain

Montant du financement : prêt de 30 millions d'euros

Ce projet d'extension de financement à la compagnie de distribution d'électricité du sud de Dhaka a pour objectif d'augmenter de 139% la capacité du réseau de transport d'électricité de DPDC et de 13% la longueur de son réseau de distribution pour le bénéfice des habitants de Dhaka. Il participera également à l'amélioration de la qualité de la distribution pour 241.000 foyers représentant 1.141.000 personnes. En outre ce projet constitue une première étape pour accompagner le pays vers une trajectoire bas carbone à travers la migration de son mix énergétique.

3.

PROJET : Financement d'un projet « smart-grid »

Pays : Tunisie

Secteur : Infrastructures et développement urbain

Montant du financement : prêt de 120 millions d'euros et subvention d'1 million d'euros

Dans le cadre des objectifs stratégiques de la Tunisie pour transformer son système énergétique et renforcer le développement des énergies renouvelables, le projet consiste à déployer une infrastructure de réseau et de comptage intelligents sur la région de Sfax, qui représente 10% des points de comptage à l'échelle nationale. Le projet permettra de digitaliser les infrastructures, développer l'efficacité énergétique et la maîtrise de la demande et faciliter l'intégration des énergies renouvelables dans le réseau, accompagnant ainsi la Tunisie dans la mise en place d'un mix énergétique équilibré.

4.

PROJET : Contribution à la sécurisation hydrique et alimentaire de la bande de Gaza

Pays : Territoires palestiniens (Gaza)

Secteur : Agriculture et sécurité alimentaire

Montant du financement : subvention de 13 millions d'euros

Cet appui permettra de sauvegarder la nappe côtière, première ressource en eau potable pour la population de Gaza City. Il améliorera les systèmes d'irrigation et la résilience au changement climatique du secteur agricole et contribuera à l'amélioration des revenus d'environ 4 200 familles d'agriculteurs.

5.

PROJET : Financement d'une facilité de partage de risque et de crédit multi-bailleurs dans la zone MENA, destinée au développement du financement des petites et moyennes entreprises au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (zone MENA).

Pays : Plusieurs pays de la zone MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord)

Secteur : Secteur productif

Montant du financement : Délégation de fonds de l'Union Européenne d'environ 24 millions d'euros en subvention

Cette initiative financée sur fonds de l'Union Européenne d'environ 24 millions vise à accroître le financement des très petites et petites entreprises (TPE) dans la zone Méditerranée. Elle mettra en œuvre des mécanismes innovants de partage de risque et de ligne de crédit accompagnés de primes à l'atteinte d'objectifs et d'assistance technique. Elle visera notamment à promouvoir l'inclusion

financière des TPE sur des segments de l'économie mal desservis, en soutenant en particulier des institutions financières non bancaires et des fonds de garantie.

6.

PROJET : Facilité 2050 pour l'élaboration des stratégies long terme de développement bas carbone et résilient

Pays : Multi-pays

Secteur : Environnement et ressources naturelles
Montant du financement : une subvention de 10 millions d'euros

Cette facilité doit permettre d'accompagner une vingtaine de pays en développement dans l'élaboration et le déploiement de stratégies de développement bas carbone et résilient de long terme, faisant écho aux attendus en la matière de l'Accord de Paris, et aux engagements de la France lors du *One Planet Summit* du 12 décembre 2017.

7.

PROJET : Instrument de garantie « ARIZ TPE »

Pays : Plusieurs pays du Sahel, d'Afrique Centrale et du Moyen-Orient

Secteur : Secteur productif

Montant du financement : subvention de 3 millions d'euros

L'AFD approuve le lancement d'un nouveau produit de soutien aux Très Petites Entreprises (TPE) au Sahel, autour du Lac Tchad, en Centrafrique et au Moyen Orient, avec la mise en place d'un mécanisme de partage de risque dédié qui permettra de faciliter l'octroi de plus de 7,5 millions d'euros de prêts à environ 1500 TPE.

8.

PROJET : Land Degradation Neutrality Fund - Fonds d'Investissement Multipays dédié au soutien de projets de gestion durable des terres

Pays : Multipays

Secteur : Environnement et ressources naturelles

Montant du financement : Prêt de 7 millions d'euros

Le fonds LDN, initié en décembre 2015 a pour objet de financer des projets de gestion durable des terres et de restauration des terres dégradées. La participation de l'AFD dans ce fonds - qui se matérialise par un mix de financements (un prêt classique de 30 millions d'euros et le présent prêt subordonné) - lui permet de jouer un rôle catalyseur déterminant pour attirer des investisseurs privés et contribuer ainsi à l'émergence d'une nouvelle classe d'actifs.

9.

PROJET : Prêt de politique publique pour développer l'efficacité énergétique et accompagner la réforme du marché de l'électricité en 2018

Pays : Géorgie

Secteur : Appui aux Politiques Publiques dans l'Énergie
Montant du financement : prêt de 25 millions d'euros

Cet appui permettra, aux côtés de l'agence de développement allemande, la KfW, et de l'Union Européenne, d'accompagner le gouvernement géorgien dans ses efforts pour la structuration du cadre réglementaire du secteur de l'efficacité énergétique, et la réforme de son marché électrique avec la mise en œuvre réglementaire et opérationnelle du 3ème *Paquet Énergie* européen.

10.

PROJET : Chaîne De l'Espoir

Pays : Afghanistan

Secteur : Santé et lutte contre le Sida

Montant du financement : subvention de 7 millions d'euros

Le projet a pour objectif de contribuer à l'amélioration de l'offre de soins tertiaires de haute qualité en Afghanistan de l'Institut Médical Français pour la Mère et pour l'Enfant (IMFE) de Kaboul. Il s'agira essentiellement de renforcer les capacités du personnel de santé de l'IMFE, à travers des actions de formation avec un accent mis sur les nouveaux services de gynécologie-obstétrique et de néonatalogie, et de soins pour les adultes, d'appuyer la structuration d'une expertise médicale en Afghanistan via le soutien au programme postdoctoral de l'IMFE et de renforcer l'accès aux soins de qualité pour les populations à travers le fonds d'aide social « Patient Welfare » de l'IMFE et le projet « Pavillon des Enfants ».

11.

PROJET : Financement partiel d'un nouveau site hospitalier à Mumbai

Pays : Inde

Secteur : Santé et lutte contre le Sida

Montant du financement : prêt de 45 millions d'euros

La finalité du projet est d'améliorer en quantité et en qualité l'offre de soins de santé à Mumbai dans une démarche sociale et environnementale exemplaire. Un vaste plan de modernisation du site de l'hôpital existant est entrepris autour de deux chantiers : la construction d'un nouveau centre hospitalier (NHI) et de deux bâtiments résidentiels.

Le financement AFD contribue à la mise à niveau de l'offre de soins hospitalière à Mumbai en particulier par le développement d'un centre d'excellence en oncologie et en cardiologie et permet d'augmenter l'accès aux soins de qualité des populations à faible revenu.

12.

PROJET : Conservation de la biodiversité et croissance verte dans le « hotspot » Indo-Birman

Pays : Trois pays d'Asie du sud-est (Birmanie, Cambodge, Laos)

Secteur : Environnement et ressources naturelles

Montant du financement : subvention de 3 millions d'euros

Le projet vise à préserver la biodiversité du « hotspot » indo-birman et à accompagner les populations pauvres dans la gestion de leurs ressources naturelles à travers la gestion intégrée d'aires protégées. Il vise également à influencer les pratiques des opérateurs privés et du secteur bancaire, afin de mieux intégrer la préservation de la biodiversité dans leurs projets et leurs financements et d'atténuer les impacts sociaux des grands investissements. L'approche de gestion intégrée du paysage permettra de

conserver les habitats et les espèces clés tout en soutenant l'utilisation durable des ressources naturelles par les communautés locales.

13.

PROJET : rénovation de la ligne 1 du métro du Caire

Pays : Egypte

Secteur : Infrastructures et développement urbain

Montant du financement : prêt de 50 millions d'euros et une subvention de 0,3 million d'euros

Ce projet porte sur la rénovation de l'ensemble des systèmes des 44 km de la ligne 1 du métro du Caire afin d'en rétablir les conditions de sécurité, d'améliorer sa capacité, ses performances et la qualité de service proposée pour les 2 millions de passagers l'empruntant quotidiennement. Un accompagnement particulier est prévu pour la sécurité, l'accessibilité et l'accès à l'emploi des femmes dans les transports en commun.

14.

PROJET : Complément de financement du Programme de relance de l'investissement et de modernisation des exploitations agricoles tunisiennes (PRIMEA)

Pays : Tunisie

Secteur : Agriculture et sécurité alimentaire

Montant du financement : délégation de fonds de l'Union européenne de 4 millions d'euros sur le Programme Indicatif National (PIN)

Le projet va permettre la relance de l'investissement dans l'agriculture tunisienne via un effet de levier sur le cofinancement des banques et l'autofinancement des agriculteurs, contribuant à la modernisation de 60 000 exploitations agricoles et l'amélioration du dispositif d'octroi des aides directes à l'investissement. Cette subvention complémentaire de l'Union européenne étend à l'échelle nationale la modernisation du dispositif de conseil technicoéconomique visant à accompagner la modernisation des exploitations agricoles de Tunisie.

15.

PROJET : mise à niveau de trois institutions de santé publique à Cuba

Pays : Cuba

Secteur : Santé et lutte contre le sida

Montant du financement : prêt de 24 millions d'euros

Le projet a pour objectif de mettre à niveau et de renforcer les capacités de trois institutions publiques de santé cubaines pour (i) accroître et moderniser les services néphrologiques dans le pays, (ii) développer les capacités d'analyse, de diagnostic et de surveillance des maladies infectieuses et renforcer les capacités du pays dans la réponse aux épidémies vectorielles et (iii) améliorer les capacités de contrôle sanitaire et environnemental du pays.

16.

PROJET : Réhabilitation et renforcement des services d'eau et d'assainissement après le passage de l'ouragan Irma

Pays : Cuba

Secteur : Eau et assainissement

Montant du financement : prêt de 20 millions d'euros

Le projet a pour objectifs d'améliorer la qualité des services en eau potable et en assainissement des eaux usées de l'île et d'accroître leur résilience face aux événements climatiques extrêmes (ouragans, sécheresses). Il vise à la fois la réhabilitation d'infrastructures affectées par l'ouragan Irma et le renforcement des capacités d'intervention des entreprises en charge de l'exploitation et la maintenance de ces services.

17.

PROJET : Appui au développement d'investissements verts

Pays : Cuba

Secteur : Agriculture et sécurité alimentaire

Montant du financement : subvention sur fonds européens (LAIF) de 7,5 millions d'euros

Le projet consiste à (i) mettre en place des activités de recherche développement pour accompagner la transition agro-écologique de l'élevage bovin, (ii) préparer de futurs investissements dans la carbonisation du charbon de bois ou la biomasse et (iii) appuyer une banque locale pour développer un portefeuille de financements « verts » et la mettre à niveau pour une éventuelle ouverture à des financements internationaux.

18.

PROJET : Contribution au programme économique et financier du gouvernement guinéen

Pays : Guinée

Secteur : Appui aux politiques publiques

Montant du financement : subvention de 5 millions d'euros

Cet appui permettra, aux côtés d'autres agences de développement, de répondre aux besoins de financement du gouvernement guinéen pour mettre en œuvre son programme économique et financier.

19.

PROJET : Projet d'appui aux statistiques agricoles et au foncier

Pays : Guinée

Secteur : Agriculture et sécurité alimentaire

Montant du financement : subvention de 8,5 millions d'euros

Le projet permettra à la Guinée de renforcer les outils de gouvernance du secteur rural dans les domaines de l'information statistique et cartographique et dans le domaine foncier, à travers : (i) la mise en place d'un système de statistiques agricoles bien coordonné et suffisamment doté pour produire, diffuser et archiver des données statistiques fiables sur le long terme ; (ii) la mise en place d'un outil de suivi de l'occupation du sol ; (iii) la mise en œuvre de la feuille de route sur le foncier agricole et rural.

20.

PROJET : Amélioration du service d'eau potable de la ville de Maputo

Pays : République du Mozambique

Secteur : Eau et assainissement

Montant du financement : subvention de 6 millions d'euros

La finalité du projet est de répondre aux besoins urgents d'alimentation en eau potable de la métropole, Maputo, Matola et Boane, affectée par une pénurie d'eau. Il permettra de renforcer le réseau d'eau potable, de réduire les pertes et d'améliorer la qualité du service auprès de 110 000 habitants.

21.

PROJET : Gouvernance Urbaine du Grand Antananarivo (GUGA)

Pays : Madagascar

Secteur : Décentralisation et soutien aux administrations

Montant du financement : subvention de 5 millions d'euros

Le projet contribuera directement au renforcement des acteurs publics de l'urbain à Antananarivo et à une meilleure maîtrise du développement urbain. Il permettra notamment d'améliorer la planification de l'agglomération et l'efficacité des services urbains grâce à la création d'une agence d'urbanisme. Les capacités des communes du Grand Antananarivo seront par ailleurs renforcées, via un appui à l'Institut National de la Décentralisation et du Développement Local (INDDL).

22.

PROJET : Financement de la contribution de la France à la Stratégie 2019-2023 du Groupe Consultatif d'Assistance aux Pauvres (CGAP)

Pays : tous pays

Secteur : Secteur productif

Montant du financement : Subvention de 2 millions d'euros

Le CGAP, instance unique de concertation internationale en faveur de l'inclusion financière dans le monde, a pour membres l'ensemble des financeurs de ce secteur. La France contribue au CGAP depuis sa création, et ce nouveau financement de l'AFD vise à appuyer la Stratégie 2019-2023 du CGAP. Depuis 1995, le CGAP contribue à l'innovation et aux bonnes pratiques en inclusion financière, avec un impact reconnu sur l'évolution des pratiques du secteur.

23.

PROJET : Couverture de besoins de trésorerie exceptionnels d'un établissement bancaire

Territoire : Polynésie française

Secteur : Hors secteur CICID

Montant du financement : prêt de 50 millions d'euros

Mise en place d'une ligne de trésorerie de 50 M€ remboursable en deux ans pour pallier un éventuel déficit de liquidité.

24.

PROJET : Refinancement de microcrédits octroyés par une association à ses bénéficiaires dans les Outre-mer

Territoire : Multi-DOM

Secteur : Secteur productif

Montant du financement : prêt de 12.6 millions d'euros

Le projet vise à apporter un accompagnement en refinancement à l'association bénéficiaire afin de soutenir ses activités dans les Outre-mer et de l'accompagner dans ses activités qui ont un impact économique et social favorable pour ces territoires.

25.

PROJET : Financement d'une unité de production d'électricité à partir de biomasse bois

Territoire : Guyane

Secteur : Infrastructures et développement urbain

Montant du financement : prêt de 8 millions d'euros

Le projet prévoit la construction d'une unité de production d'électricité à partir de biomasse bois. La centrale, d'une capacité de 5,1 MW, produira de l'électricité à partir de la combustion de résidus de bois provenant d'exploitation forestière et de scieries.

26.

PROJET : Province Nord - Financement partiel des investissements et investissements environnementaux 2018

Territoire : Nouvelle-Calédonie

Secteur : Financement des collectivités locales ultramarines

Montant du financement : prêt de 25,98 M€

Ce financement permet de soutenir la politique d'investissement de la province Nord et d'accompagner la mise en œuvre de son Plan d'Action Environnement (outil de pilotage de la politique environnementale de la collectivité). Ces investissements participent ainsi à la politique climat de la collectivité, tant en matière d'adaptation que d'atténuation des effets du changement climatique.

27.

PROJET : Collectivité de Nouvelle-Calédonie - Financement partiel des investissements 2018

Territoire : Nouvelle-Calédonie

Secteur : Financement des collectivités locales ultramarines

Montant du financement : prêt de 16,76 M€

Ce financement a pour objectif d'accompagner la Nouvelle-Calédonie dans la mise en œuvre de sa politique d'investissements structurants (infrastructures de transport, enseignement, économie...), solidaires et durables. Un accent a été porté sur la dimension numérique des investissements de la collectivité (équipements numériques dans le secteur de l'enseignement et lutte contre la fracture numérique).

28.

PROJET : Province Sud - Financement partiel du budget d'investissement 2018 et financement du programme d'investissements environnementaux de la province

Territoire : Nouvelle-Calédonie

Secteur : Financement des collectivités locales ultramarines

Montant du financement : prêt de 25,14 M€

Ce financement doit permettre d'appuyer la Province Sud dans son rôle de soutien à la commande publique, qui constitue l'un des piliers de l'activité économique locale. Il permettra également de soutenir le volontarisme de la collectivité en matière de développement du numérique, de l'éducation. Enfin, il permettra d'accompagner la collectivité dans sa démarche active d'atténuation des effets du réchauffement climatique, par la réalisation d'investissements rendus indispensables et en phase avec son schéma de transition énergétique.

29.

PROJET : Nouméa - Financement partiel du budget d'investissement 2018 et financement des investissements environnementaux de la commune

Territoire : Nouvelle-Calédonie

Secteur : Financement des collectivités locales ultramarines

Montant du financement : prêt de 33,52 M€

Le financement global proposé, supérieur aux octrois généralement accordés à la ville de Nouméa, traduit une ambition forte en termes de développement de l'offre culturelle et sportive, de modernisation des infrastructures de mobilité notamment. Un tiers de ce financement est fléché sur les projets les plus ambitieux en termes de réponse aux enjeux climatiques, dans les secteurs de l'efficacité énergétique et de préservation de la biodiversité notamment.

SUJETS TRANSVERSAUX

Le Conseil d'Administration du 12 juillet 2018 a pris connaissance des messages et recommandations du Document d'analyse stratégique, du rapport FinDév sur le financement du développement, du bilan « Analyse et avis Développement Durable », ainsi que de l'évaluation du programme SUNREF au Kenya.

1. Présentation du Document d'analyse stratégique (DAS) et du rapport FinDév sur le financement du développement.

Le Document d'analyse stratégique présente l'activité du groupe AFD au cours des cinq dernières années avec une première partie sur les chiffres clés de l'année 2017 et une seconde proposant pour la première fois une analyse détaillée de l'activité par géographie, par secteur et par transition.

Le rapport FinDév compare l'activité et les orientations de l'AFD avec celles des principaux bailleurs multilatéraux, communautaires et bilatéraux. En lien avec les priorités présidentielles reprises par le CICID de février 2018, le rapport Fin Dev a été l'occasion de s'intéresser aux orientations des bailleurs sur deux thématiques prioritaires que sont l'éducation et le Sahel.

2. Bilan 2017 du dispositif Analyse et Avis Développement Durable

Le Conseil a pris connaissance d'une note d'information sur le bilan annuel 2017 du dispositif « Analyse et avis développement durable ». Ce document souligne qu'en 2017, tous les projets entrant dans le périmètre d'application de l'avis développement durable (soit plus de 80% des opérations de l'AFD en volumes financiers) ont fait l'objet d'un avis. Par ailleurs, une nouvelle méthodologie d'analyse des contributions des opérations aux enjeux de développement durable, conforme aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, s'applique depuis le 1^{er} janvier 2018.

3. Evaluation du projet SUNREF Kenya

Le programme SUNREF encourage, à travers des lignes de crédit et de l'assistance technique, les institutions financières locales à financer des projets répondant aux enjeux de la transition énergétique et environnementale. Les financements octroyés sur le Kenya viennent de faire l'objet d'une évaluation qui montre l'aspect additionnel de ce programme et souligne le fort potentiel du programme au regard de la forte demande émanant des porteurs de projets. Les projets financés ont permis une réduction annuelle de 100 000 Teq de CO2. La prochaine phase en cours d'instruction gagnerait sans doute à inciter davantage les banques partenaires à financer ce type de projet, dont le niveau de risque est encore perçu comme élevé.